

Personne ne représentait l'autorité. Je restais seul dans ma plantation à faire face à toute une campagne de rumeurs qui allait en s'intensifiant. La date de l'indépendance fut fixée au 30 juin 1960.

Je songeais souvent à cette épée de Damoclès, suspendue sur de vastes étendues de brousse et de forêt.

Les jours me semblaient de plus en plus courts, les nuits de plus en plus longues, avec le rythme obsédant des tam-tams. La date fatidique s'approchait. Mais le travail ne cessait pas pour autant.

Aujourd'hui, c'est le 30 juin.

Je suis sur ma plantation, attentif au moindre bruit insolite. Je veille, dans une solitude qui se fait chaque heure un peu plus lourde.

Pour célébrer l'indépendance, j'ai accordé deux jours de congé à mes ouvriers et remis à chacun une bouteille de bière. Tout semble se passer à merveille.

A

Bafwakwandji, c'est le calme absolu.

Je viens d'avoir trente ans et je sais que tout mon avenir est en train de se jouer. Je veille au centre de ma plantation. J'éprouve, pourquoi le cacher? un sentiment de possession, mais aussi de responsabilité.

Jamais je ne me suis senti davantage « chez moi » que dans ces heures incertaines.

A ce moment, où nous aurions tous dû donner l'exemple du courage et du calme, l'administrateur belge, ce S... prend la fuite, sans aucune raison. Bien entendu, il emporte la caisse et tout le charroi. Il gagne à toute vitesse la frontière de l'Ouganda, en passant par Manbasa et Beni, emportant tout, même les matelas...

Le plus scandalisé de cette fuite fut peut-être son successeur africain qui trouva le coffre-fort grand ouvert et une unique pièce de cinq francs. C'était un garçon très correct et qui ne cachait pas ses sentiments favorables aux Blancs. Il n'aurait jamais pensé prendre le pouvoir dans de telles conditions et aurait été tout disposé à écouter les conseils du Belge qu'il remplaçait. Son désarroi faisait peine à voir et son inexpérience annonçait les pires désordres.

S. avait eu l'incroyable audace de confisquer, peu auparavant, toutes les armes que possédaient les Blancs et

notamment les redoutables fusils de chasse de calibre 12. Lieutenant de réserve de la Force publique, j'avais caché mes armes, une mitrailleuse Sten, un fusil Fal 1 de 7,62 et quelques grenades. Je ne les aurais livrés pour rien au monde et je dissimulais ma mitrailleuse dans la portière d'un camion.

Dès ce premier jour de l'indépendance, malgré le calme apparent qui régnait sur ma plantation, je décidai de transformer un de mes camions en véhicule blindé pour franchir les barrages qui n'allaient pas tarder à apparaître sur les routes. Je me fis à la fois forgeron et mécanicien pour blinder mon radiateur, disposer une grosse tôle sur les ailerons intérieurs et placer deux rails de chemin de fer dissimulés par les pare-chocs, à l'avant et à l'arrière.

Ce blindage restait parfaitement invisible.

Je n'étais pas disposé à me laisser prendre au piège.

Certains colons venus au Congo uniquement pour gagner de l'argent se montrèrent d'une lâcheté incroyable. L'indépendance tombant le dernier jour du mois, beaucoup se trouvaient dans les villes pour aller à la banque chercher la paye de leurs ouvriers. A l'annonce des premiers troubles, ils n'osèrent pas remonter en brousse et envoyèrent des messages à leurs familles restées sur les plantations en leur demandant de les rejoindre... Ainsi des femmes et des enfants furent abandonnés à trois ou quatre cents kilomètres en brousse, tandis que les hommes se cachaient dans les hôtels des grandes villes. Quant à la Force publique elle devint l'Armée Nationale Congolaise du jour au lendemain et sombra aussitôt dans l'anarchie.

Très rapidement, les militaires se laissèrent aller à des désordres inadmissibles. Il n'y avait plus d'officiers blancs et toute l'organisation se dégradait au fil des heures. Le ravitaillement n'arrivait plus et les vents creux sont toujours de mauvais conseillers.

On assistait à une valse incroyable de promotions et de dégradations. Des simples soldats devenaient capi-

taines ou majors pour se retrouver quelques heures plus tard 2° classe... Tous leurs camarades riaient de ces supérieurs improvisés qui n'avaient ni compétence ni même autorité. La désorganisation précédait des troubles plus graves et la révolte sanglante de la Force publique.

Tout le pouvoir dans les centres et le long des grandes routes appartenait désormais aux jeunesses lumumbistes. Ils dressaient des barrages, arrêtaient les convois, faisaient semblant de contrôler les papiers, pillaient les chargements, volaient l'argent et violaient les femmes blanches, appliquant avec enthousiasme la consigne de Lumumba qui leur donnait droit de propriété sur tout.

Car, contre toute attente, si Joseph Kasavubu avait été choisi comme président de la République, ce qui était déjà une mauvaise solution après les troubles suscités l'année précédente par son parti, l'Abako, il y avait pis : le président du Conseil désigné, formateur du nouveau gouvernement congolais, était Patrice Lumumba !

Le leader du M. N. C. allait pouvoir assouvir toutes ses vieilles rancunes. Il avait organisé un réseau de subversion à Stanleyville, avec des éléments révolutionnaires venus du Soudan. Et à Léopoldville il établit le contact avec le Parti de la Solidarité Africaine, d'Antoine Gizenga. Partout ses partisans semaient le désordre et se livraient à de basses vengeance.

Les jeunesses lumumbistes s'en prirent bientôt aux plantations et aux travailleurs restés calmes. Mes ouvriers, choisis parmi les éléments les plus jeunes de la population, formaient une cible facile pour les agitateurs. Et puis certains étaient des étrangers, venus de l'Ituri ou du Kivu. Ils subissaient de plus en plus pressions et menaces.

Très rapidement, la vie devint intenable. Je décidai, la mort dans l'âme de mettre mes travailleurs en congé illimité. D'ailleurs, je ne pouvais plus les payer car il était devenu impossible pour un Européen d'entrer dans une banque. Le seul fait d'en franchir la porte vous faisait aussitôt accuser de vouloir voler l'or de Kilo-Moto ! Je ne pouvais plus rétribuer mes ouvriers mais je n'avais pas non plus la permission de les licencier ! Situation stupide et intenable.

La tâche de colon devenait impossible. Je réussis

pourtant à tenir bon pour maintenir à leur travail les ouvriers de l'huilerie. Je vendais l'huile cash et j'avais ainsi un peu d'argent liquide pour les rémunérer — à condition qu'on ne me vole pas sur la route.

Pour les autres ouvriers, je ne voyais plus de solutions. Je décidai de reconduire les travailleurs du café à Lubero, dans le Kivu. Cette agglomération se trouvait à environ 900 kilomètres de ma plantation. Je dus effectuer plusieurs voyages... A l'aller, j'emmenais des travailleurs réduits au chômage; au retour, je char-geais des Européens, soumis aux pires sévices ; triste symbole de la situation quotidienne dans le Congo « indépendant ».

Rien n'allait plus dans le pays. Tout me semblait à l'image des gestes insensés accomplis lors de la proclamation de l'indépendance à Léopoldville. Quand le roi Baudouin fit son entrée dans la capitale de ce qui était encore le Congo belge, un Noir, nommé Dolenga, s'avança vers sa voiture découverte, s'empara de son sabre et en menaça le monarque. Le prestige de la Belgique ne devait jamais se relever de cette journée ! Le lendemain, lors de la cérémonie officielle, Lumumba devait répondre en termes insultants au discours du roi des Belges.

Après le désordre, la révolte. Mao Tsé-toung a écrit : « Le pouvoir politique sort toujours du canon d'un fusil. » Dans la nuit du 5 ou 6 juillet, un détachement de l'ex-Force publique se mutine au camp Hardy. Dans cette base de trois mille hommes, située près de Thyville, entre Léopoldville et le port de Matadi, c'est tout de suite l'émeute, les sévices, le pillage. Les chefs sont frappés, des civils molestés, des femmes blanches déshabillées.

La révolte va s'étendre, comme une traînée de poudre, et enflammer tout le Congo. Malgré l'anarchie, on peut se demander s'il n'y a pas eu un véritable complot, une provocation destinée à susciter la réaction belge, ce qui permettra de hurler au racisme et d'en appeler à la solidarité africaine. La révolte se généralisera et le bloc afro-asiatique pourra mener une autre agitation

aux Nations unies. A la faveur du chaos, et avec la protection de l'étranger et des mercenaires de l'ONU, Lumumba arrivera facilement à imposer ce Congo unitaire et socialiste dont personne ne veut ici.

Toute révolution doit commencer par une mutinerie... C'est un principe essentiel de la guerre révolutionnaire. Il ne faut pas croire à une révolte spontanée de soldats brusquement privés de leurs cadres blancs mais à un véritable complot. De mystérieux agents ghanéens et guinéens distribuent à la troupe un tract où est évoqué « le sens des responsabilités des révolutions socialistes ». Ce sera le point de départ d'une des plus gigantesques et cruelles confusions de l'Afrique noire.

A Léopoldville, le club des Immatriculés a recruté des hommes de main, notamment des Bangalas et des Batellias, pour les infiltrer comme agents provocateurs dans les nouvelles forces armées. Les soldats de l'immense camp Léopold vont se livrer à des sévices encore plus graves et se répandre dans toute la ville, semant la terreur.

Les derniers officiers belges sont capturés et désarmés. Les mutins débraillés se répandent dans l'avenue Joséphine-Charlotte, en pillant et en violant. Ils bousculent les sentinelles du palais de la Nation et molestent les députés qui s'enfuient.

Des hordes de soldats mutins, trainant avec eux des femmes blanches déshabillées et sanglantes, occupent les carrefours et brisent toutes les vitrines de Léopoldville.

A l'hôtel Memling des journalistes étrangers sont frappés. Ils ont commis un crime impardonnable, même s'ils sont progressistes : ils sont Blancs !

Rien ne peut arrêter les mutins. L'ambassadeur de Belgique, Van der Bosh, semble affolé par les foules qui l'insultent et débordé par les événements. Il pense qu'un seul homme peut sauver la situation et éviter le chaos : le lieutenant-général Janssens.

A près de soixante ans, cet officier est un vieux colonial qui a fait presque toute sa carrière en Afrique et a recruté pendant la guerre un groupe de chasseurs

congolais, intégrés dans une unité de Forces Françaises Libres. Il s'est battu en Egypte et en Hollande. Depuis six ans, il commande en chef la Force publique et voit avec une peine infinie le naufrage de cette armée exemplaire. Quelques mois avant la tragédie, il a dénoncé, noir sur blanc, les responsabilités de chacun dans un rapport : « Si l'excitation dépasse une certaine limite, les forces de l'ordre devront ou être débordées (ce qui serait la catastrophe entraînant le chaos) ou maintenir leurs possibilités d'action par le feu, c'est-à-dire en versant le sang du peuple congolais. Dans cette extrémité, il faut que l'on sache que les coupables, les responsables du sang du peuple, seront les leaders ayant excité la population et non les forces de l'ordre au service de la loi. »

Le lieutenant-général Janssens avait un plan, simple mais efficace, pour endiguer le désordre, avant même la proclamation de l'indépendance : il ne fallait pas dissoudre la Force publique. C'était la sagesse. Modeste officier de réserve, je pensais pour ma part, que la seule solution pour éviter le chaos dépendait de cette Force publique. J'étais tout à fait d'accord avec le plan du lieutenant-général Janssens : « Elle doit donc passer en bloc au service du gouvernement congolais, avec ses cadres d'officiers, avec ses traditions, sa discipline, sa hiérarchie unique, et, surtout, avec un moral intact. »

La Force publique apparaissait comme la grande victime de l'indépendance, ce qui explique sa révolte si elle ne la justifie pas. Tandis que le moindre petit politicien devenait ministre ou haut fonctionnaire, les soldats restaient caporaux ou sergents. La Force publique se révolta tout autant contre Lumumba que contre ses chefs.

Le général Janssens le savait bien qui dans ces journées terribles ne fut pas seulement un homme raisonnable mais aussi un homme courageux. Je devais apprendre plus tard que le 4 juillet, au quatrième jour de l'indépendance, il n'avait pas hésité à se rendre au camp révolté. Les mutins, surpris, le saluèrent militairement : il reste quand même le chef !

Juché sur un bureau, un soldat-comptable, qui s'est paré d'une casquette de général, pérore au milieu d'une centaine de militaires débraillés. Janssens écarte sa

garde de paras-commandos, et, tout seul, s'avance vers l'orateur. Il lui arrache ses galons... Tous l'applaudissent!

Avec le colonel Van Horebeke, chef de cabinet de Lumumba, le lieutenant général Janssens fait tout pour éviter le pire. Les soldats se rendent compte qu'ils ont été trompés et conspuent « le beau Patrice » en hurlant :

— *Lukula!* (menteur.)

Mais le leader du M. N. C. appelle à l'aide les jeunesses lumumbistes. Plus de trois cents excités cernent les bâtiments du commandement militaire. Ils lapident le général Janssens qui s'avance vers eux, accompagné de trois officiers. Janssens recoit une pierre. Aveuglé par le sang, il doit se replier tandis qu'un major est à demi lynché. Le gouvernement belge refuse d'intervenir. Bruxelles interdit au colonel Van Gheysens, commandant les troupes métropolitaines, d'exécuter un vol d'intimidation au-dessus des mutins ainsi qu'une opération des commandos de Kamina vers le camp Hardy de Thysville.

Au lieu de protéger ses ressortissants, le gouvernement belge n'a qu'un souci : voir le lieutenant-général rentrer au plus vite à Bruxelles. Mais Janssens, le visage vieilli de dix ans, l'uniforme gris de poussière, ne l'entend pas de cette oreille et il crie son angoisse à l'ambassadeur qui lui transmet ces ordres stupides :

— Je suis la plus haute autorité belge présente au Congo. On tue, on viole, on pille. J'ai le devoir de vous demander de prendre la décision de faire intervenir les troupes.

L'ambassadeur Van der Bosh, livide, se contente de répondre :

— J'ai besoin de réfléchir.

Janssens salue et se retire, criant aux réfugiés qui encombrant les escaliers de l'ambassade :

— Je ne vous abandonne pas.

Hélas! démis de ses fonctions par Lumumba et abandonné par le gouvernement belge, il devra quitter le Congo le 8 juillet, sans avoir réussi à organiser un flot de résistance à Luluabourg. Déjà une campagne de presse ignoble va présenter ce soldat intelligent et courageux

comme un factieux. A Bruxelles, il n'y aura qu'un sous-officier pour l'accueillir à son retour en métropole.

A travers tout le Congo, c'est le chaos. Près de deux cent mille civils blancs fuient l'épouvante et le viol. Les luttes tribales aboutissent à d'épouvantables massacres. Tout le pays sent la mort.

— Tout cela n'est pas grave, ce sont les petites convulsions d'un jeune Etat, déclare à Bruxelles le ministre Eyskens, au début de la révolte qui allait ensanglanter le Congo.

Les premières violences, je les ai subies sur la route, alors que j'accomplissais un de mes voyages de liaison sur Lubero. J'avais l'habitude de bousculer avec mon blindage de fortune les ridicules barrages établis par les jeunesses lumumbistes. Ces excités n'étaient armées que de mauvaises sagaies, de fusils « pou-pou » et d'armes de guerre démodées qui faisaient plus de bruit que de mal. Je n'avais pas eu à me servir de ma mitrailleuse, seulement de l'accélérateur.

Mais, ce jour-là, ils étaient deux à trois cents et il n'y avait pas moyen de franchir le tronc d'arbre barrant la route. Ils me lançaient des menaces et brandissaient des haches.

La « police » lumumbiste comportait aussi bien des enfants que des hommes, mais les enfants étaient les plus féroces. Il y en avait une vingtaine, habillés en bleu, comme l'ancienne police belge. Ils commencèrent à m'inulter.

— Tu sabotes le pays!

Moi qui avais tant construit, je sabotais le pays en licenciant mes employés et en évacuant les Européens! Comme si je pouvais agir autrement.

Après les injures, les coups. On me frappe à coups de gourdin, on me cingle à coups de fouet, les machettes font des tourbillons impressionnants au-dessus de ma tête. Tous hurlent, comme pour se donner du courage. Me voici en prison. Pour la première fois.

Mais je ne vais pas y rester longtemps. Quel est ce tumulte? Ce sont mes ouvriers qui viennent me délivrer de force. Eux aussi sont armés. Avec des armes de for-

tune : leurs outils de travail, hoes des cultivateurs et haches de forestiers. Ils me prennent dans leurs bras et me disent :

— Tu es notre léopard...

Dans cet univers où régnait la peur, ils ont été loyaux et fidèles. Devant ces hommes qui manifestent leur plaisir de me retrouver et leur volonté de m'emmener avec eux, les jeunesses lumumbistes n'osent intervenir. Ils me regardent d'un air furieux, en tapant sur la crosse de leurs vieux fusils Mauser. Je n'ai pas intérêt à retomber entre leurs griffes.

La terreur s'étendait sur le Congo.

Ce n'est que le 10 juillet que les paras-commandos belges étaient enfin intervenus pour arracher leurs compatriotes au massacre. Hélas, il était trop tard et les victimes se comptaient par centaines. Tandis que la terreur règne dans la brousse, à Léopoldville se développe le chaos.

Joseph Kasavubu, président de la République, se tait, impuissant. Patrice Lumumba, président du Conseil, multiplie les appels au meurtre et les conférences de presse; Antoine Gizenga, son vice-président, Christophe Gbenye, ministre de l'Intérieur, et Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères, veulent faire appel à la fois aux Russes et aux Américains... Tous les dirigeants de la nouvelle République dénoncent « l'intolérable coup de force des parachutistes belges ».

Ce fut d'Afrique du Nord que vint la solution. Mais quelle solution! Le 14 juillet, la Tunisie déposa une résolution appuyée par le bloc afro-asiatique, et qui fut adoptée par l'ONU : la Belgique devait retirer ses troupes qui seraient remplacées par celles des Nations unies...

Lumumba croit pouvoir réaliser son rêve socialiste et unitaire. Mais le Congo devient un champ de manœuvre idéal pour la guerre froide.

Précédés par le contingent ghanéen, les troupes de l'ONU arrivent à pied d'œuvre, sous le commandement du général suédois von Horn, un militaire lugubre qui n'a jamais dirigé que des opérations de Croix-Rouge.

Voici les premiers mercenaires du Congo : Tunisiens, Suédois, Marocains, Irlandais, Ethiopiens, Indiens. Ces

« Soldats de la paix » se livrent à des actes de pillage et de violence que l'on feint d'ignorer dans les couloirs de l'ONU mais dont souffrent des milliers de Congolais, Blancs comme Noirs. Le conseil de sécurité de l'ONU dénonce « toute action qui pourrait porter atteinte à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la République du Congo ».

Déconsidéré dans son propre pays, Patrice Lumumba parvient à mobiliser la fameuse « conscience universelle » qui fait de lui l'homme de couleur le plus populaire du moment. Il va parader aux Nations unies et y reçoit un accueil triomphal, tandis que les avions de la Sabena organisent un véritable pont aérien pour sauver la vie des civils blancs, pourchassés dans tout le pays par ses jeunesses lumumbistes.

Des mouvements séparatistes naissent dans tout le Congo et se donnent des chefs comme Kalondji au Kasai, Mirubo au Kivu, Tschombé au Katanga, et tant d'autres.

Lumumba, de retour des Etats-Unis, après un passage en Tunisie et au Maroc, se trouve de plus en plus en minorité. Les différents partis politiques, l'Abako, le Puna, le Conakat et même des éléments du M. N. C. se dressent contre lui. Rien qu'à Léopoldville, on compte près de deux cent mille chômeurs surexcités qui forment une toile de fond glapissante pour une Conférence panafricaine improvisée à la fin du mois d'août. Le peuple affamé, commence à scander dans les rues : « Lumumba fasciste! »

Lumumba, isolé, ne peut compter que sur quelques fidèles dont M'Polo, le chef de ses « barbouzes » et Serge Michel, son conseiller politique, « public relations » du communisme en Afrique, officiellement chargé de mission du F. L. N. algérien au Congo « dans le cadre de l'assistance technique »...

Comme il faut une femme dans toute aventure, on ne tarde pas à découvrir dans l'entourage du « beau Patrice » une Mme Andrée Blouin, de père français et de mère noire, envoyée très spéciale de la subversion rouge dans le monde africain. On l'a vue notamment au Cameroun, au Niger, au Sénégal. Elle a appris, dit-on, le communisme à Prague et répète bien sa leçon, d'autant mieux qu'elle possède des arguments personnels très convaincants (elle fut jadis expulsée de Léopoldville

après une aventure scandaleuse avec un haut fonctionnaire belge). Andrée Blouin est au mieux avec Gizenga et a inspiré au bras droit de Lumumba le programme du P. S. A., le Parti de la Solidarité Africaine, allié de M. N. C. La principale mission d'Andrée Blouin est de « chamber » les fonctionnaires et les officiers de l'ONU. Quand cette Mata-Hari africaine quittera plus tard Léopoldville, ce sera dans l'avion personnel de l'ambassadeur soviétique.

Les amis de Lumumba cachent de moins en moins leurs sympathies communistes. Un homme comme Antoine Tchimanga, président de l'Union Nationale des Travailleurs Congolais, a accompli ses classes en U. R. S. S., à Berlin Est, à Conakry et à Bruxelles. Anicet Kashamamura, ministre de l'Information, a également fait le pèlerinage tchèque de l'école des cadres de Prague.

Trois hommes ont alors une influence considérable sur le Premier ministre. Ce sont Pierre Mulelé, Christophe Gbenye et Gaston Soumialot. Avec eux on va assister à la remontée des sorciers... Nous les retrouverons, hélas! souvent.

Dans ce chaos, mon aventure personnelle fut sans nul doute semblable à celle qu'ont vécue des centaines et des centaines de colons. Du moins, suis-je parvenu à sauver ma peau à défaut de sauver mon bien.

Tant que je l'ai pu, après ma première arrestation, j'ai continué à effectuer les transports de licenciement de mes ouvriers et d'évacuation des Européens.

Pour tous ceux qui restaient bloqués en brousse, la situation devenait invivable.

Les jeuneses lumumbistes finirent par défendre aux travailleurs de la région de couper les fruits de palme pour les plantations des Blancs. J'étais donc forcé d'arrêter mon huilerie, la dernière activité de Bafwakwandji qui n'avait pas sombré dans le grand chaos.

Au district de Stanleyville on avait déposé une plainte contre moi. J'étais un « mauvais Blanc »... Le commissaire en fonction s'appelait Bernard Salumu et c'était le propre beau-frère de Lumumba. Je ne pouvais même plus rester dans mon domaine.

Je partis loger à la plantation du kilomètre 206, à 10 kilomètres de chez moi. Elle était gérée par Benoît Dumont de Chassart qui devait par la suite prendre la fuite avec moi. C'était un garçon de vingt-cinq ans environ. Energique malgré sa petite taille et son embonpoint. Très jovial, il aimait plaisanter. Lui aussi avait décidé de résister et de ne pas abandonner l'œuvre de sa vie, c'était un vrai colonial, dont le père avait une plantation à Bukavu.

Je continuais à sillonner la route avec mon camion. Lors d'un de mes voyages vers Stanleyville, je m'arrêtai à la mission de Batama pour apporter quelques fûts d'essence aux pères Roos et Ten Bosh qui m'avaient demandé un peu de carburant, leur réserve étant totalement épuisée.

Ils m'offrirent le café et je profitais de ce moment paisible, tellement insolite dans le nouveau Congo.

Soudain, un cri d'alarme du père Roos, le supérieur, me tira de ma rêverie :

— Schramme, partez vite! Ils sont là.

C'était une section de la police. Une fois encore, les hommes aux uniformes bleus. Trop tard pour fuir. Un sergent agita un mandat d'arrêt.

J'écoutais la lecture de cet ordre qui concernait un certain Schramme, Jean, né à Bruges en 1929, et je ne pensais qu'à la manière de m'en tirer. Il ne fallait pas hésiter.

J'envoie au sergent un magistral coup de pied dans le bas-ventre qui lui coupe tous ses effets oratoires. Le sous-officier s'effondre en gémissant.

Je m'empare de son arme avec un air si féroce que les policiers laissent tomber les leurs avec un ensemble surprenant et s'enfuient à toutes jambes.

Je n'aurai pas cru triompher aussi facilement d'une section entière.

J'appelle mon boy-chauffeur, Mabrouque :

— Ramasse les armes.

Je descends les fûts d'essence de mon camion et entasse les fusils à leur place.

Les braves missionnaires paraissent un peu affolés de cet incident. Je leur crie :

— Bon courage!

Eux non plus, je ne devais jamais les revoir.

J'embraye et je fonce vers Stanleyville. J'ai gagné la première manche mais la journée promet d'être rude...

A mi-route, une camionnette de police me rattrape. Je prends de la vitesse dans la descente de la montagne Simba, au kilomètre 128, mais je suis forcé de ralentir en abordant la côte. La camionnette me rattrape et tente de me dépasser. Ces policiers acharnés à me poursuivre commencent à m'ennuyer. J'appuie brusquement sur le frein. J'avais mon bon camion blindé avec des rails de chemin de fer. La camionnette percute l'arrière et le choc la précipite dans le ravin.

Je n'ai plus rencontré d'autres policiers jusqu'à Stanleyville. J'aurais pu me croire sauvé.

Le souffle chaud de la cité me frappa au visage. J'avais l'impression de pénétrer dans une fournaise où toute vie n'aurait plus été que cendres. Toute la ville paraissait pétrifiée. Le long des allées bordées de palmiers, je ne voyais plus qu'abandon et désolation.

Sans arrêt, passaient des patrouilles de policiers et de jeunesses lumumbistes. Je m'étais jeté dans la gueule du loup. Selon l'habitude, avant de stationner, je fis le plein d'essence et je garai mon camion dans la cour de l'hôtel Stanley, sous la protection du patron, Robert, toujours désireux d'aider les colons. Je n'allai pas loin en ville : le soir même, j'étais arrêté et enfermé dans une prison ignoble. J'allais à nouveau connaître les sévices et les coups. Je passai deux mois dans cette prison.

Nous étions une quinzaine d'Européens et des centaines d'Africains. Des dizaines d'entre nous ont été tués, dans des conditions horribles, généralement égorgés avec des canifs d'enfant. On me promit d'abord de me fusiller. « La cérémonie » devait se passer au camp Ketelé où je fus entraîné en piteux état. Un autre supplice m'attendait : je ne serais pas fusillé mais noyé !

On me conduisit devant un fût d'environ deux cents litres d'eau. J'avais les mains liées derrière le dos et, impuissant, horrifié, tremblant, je vis huit Européens noyés devant moi. Je pouvais juste murmurer : « Mon Dieu, mon Dieu... » Je croyais vraiment ma dernière heure venue.

Je n'ai jamais compris pourquoi les bourreaux

m'avaient fait grâce. Encore horrifié par cette scène monstrueuse, je fis demi-tour en compagnie d'un certain Plumerel, ancien administrateur. Nous ne comprenions pas pourquoi on nous accordait un sursis. Un jour ou l'autre, il faudrait bien marcher au supplice.

A nouveau la prison. Cette petite cellule où je suis enfermée avec Plumerel. Des soldats ghanéens de l'ONU viennent dans le couloir. Est-ce pour nous tuer ou nous narguer ? Non, ils m'apportent mon premier repas et deux paquets de cigarettes Belga rouges.

J'accepte, abruti de fatigue et encore bouleversé par les horreurs du camp Ketelé.

Le lendemain matin, je suis envoyé au travail :

— Va couper l'herbe dans la cour.

Des femmes noires viennent rôder autour de moi. Elles n'ont pas l'air hostile. Elles m'offrent une poignée de manioc. Puis me parlent doucement :

— Ce soir, on te fait sortir.

Une sentinelle doit être complice. C'est sans doute ce soldat qui en prenant sa garde me demande des cigarettes. Je lui offre les deux paquets, cadeaux de l'ONU, auxquels je n'ai pas touché. L'homme me conduit sans rien dire, de la prison à un jardin de la ville, il me serre la main et me souhaite bonne chance. Je le remercie et lui demande au moins son nom.

— Paul, me dit-il. Rien de plus pour vous. Partez vite. Et loin. Au revoir...

J'étais libre.

En plein milieu de la nuit, dans Stanleyville hostile, je progressai d'arbre en arbre, jusqu'à mon camion, garé dans la cour de l'hôtel Stanley, non loin du sinistre camp Ketelé. Le camion était toujours là, réservoir plein.

Dans le silence de la nuit, j'avais une peur horrible de mettre le moteur en marche. Je me décide enfin et je démarre très lentement. Je roule le long du fleuve, derrière le sinistre camp de la mort.

Dès que j'eus quitté la ville, je filai à une allure de bolide, comme je n'avais jamais roulé de ma vie. Par miracle, aucun barrage n'était fermé avant le kilomètre 206.

Je tombe dans les bras de Dumont de Chassart. Ma résolution est prise :

— Je ne puis plus rester ici. Je vais me faire tuer.  
— Bien d'accord avec toi, me dit Fetter.

Fetter, c'était un autre Blanc qui habitait au kilomètre 182 et vivait surtout de la chasse. D'origine polonaise, il était devenu un vieux blépard, rompu à toutes les ruses de l'Afrique.

Dumont de Chassart semblait décidé à fuir avec nous.  
— Eh bien, moi je ne vous suis pas. Je reste ici, décida Lambert.

Celui-là, c'était un jeune, vingt-cinq ans à peine. Maître comme un clou avec un grand nez pointu qui l'avait fait surnommé « Bwana pua » (long nez) par les Noirs. Il était persuadé que tout finirait par se calmer et avait décidé de ne pas abandonner le pays où il travaillait dur, au sortir d'une ferme école où son savoir-faire avait été fort apprécié. Cette confiance dans l'avenir lui fut fatale et le petit Lambert fut assassiné en juillet 1964 à Stanleyville. Engagé comme gardien du zoo, il portait une carabine; ce qui suffisait à le faire traiter de « mercenaire »...

Certes, j'étais bien fatigué après deux mois de prison pour entreprendre le grand voyage vers la liberté. Mais je n'avais pas le choix. Je devenais vraiment trop indispensable dans ces parages.

Je ne sors plus et me terre dans la résidence tandis que Fetter et Dumont rassemblent l'essence indispensable pour notre fuite.

Le soir même un camion arrive devant le bureau de la plantation du kilomètre 206 et stationne. Interminablement. Ce sont les policiers de Bafwasendé qui me cherchent.

— Où est Jean Schramme?

Ils hurlent et frappent Dumont à coups de crosse, à coups de ceinturon, à coups de fouet. Ils finissent par me trouver. Epuisé, je n'avais pu suivre Fetter qui s'était enfui et caché dans les cafés.

Ils m'attrapent et me jettent dans leur camion. Il y a 70 kilomètres jusqu'à Bafwasendé. Soixante-dix kilo-

mètres d'injures, de coups de poing et de coups de pied.

J'en ai tellement reçu cette nuit-là que je ne les sentais même plus.

Arrivé au Territoire, je reprends brusquement de l'audace et réclame l'administrateur, presque avec arrogance. Je joue le tout pour le tout. Surpris, les policiers me conduisent vers lui. C'était le jeune Noir qui avait succédé à l'administrateur fuyard S. Il avait fait son stage du temps des Belges et je l'avais conseillé de mon mieux. Il ne détestait pas les Blancs. Il est indigné de voir le traitement que m'ont infligé les policiers : on m'a volé mes chaussures, mes chaussettes et jusqu'à ma chemise; ma peau nue est striée de marques violettes ou bleues, d'estafilades sanglantes.

L'administrateur était sincèrement navré. La façon de construire le Congo telle que l'entendait Lumumba et ses amis lui paraissait stupide. Très gêné, il me pria de garder mon calme. Je ne pouvais pas faire grand-chose d'autre.

Dumont arriva à ce moment avec sa voiture. L'administrateur nous donna un permis de retour à la plantation et nous offrit à boire.

Je le remerciai. Sincèrement. Je ne l'ai jamais revu : il a, comme tant d'autres, été tué quelques mois plus tard, lors des représailles aveugles qui ont suivi la mort de Lumumba : des fanatiques assassinèrent tous ceux qui n'appartenaient pas au fameux M. N. C. du « beau Patrice ».

De retour chez Dumont, nous retrouvâmes Fetter, sorti de sa cachette des cafés. Lui seul n'était pas trop épuisé. Pour ma part, je n'en pouvais plus. Je n'arrivais même plus à manger.

Allongé sur ma couchette, pendant plusieurs jours, je n'avais qu'une envie : boire, boire, boire...

Comme l'eau me semblait claire et bonne.

Quelques jours plus tard, le 18 janvier 1961, Benoît Dumont, Fetter et moi, sommes prêts au départ. Nous quittons la plantation de mon ami vers 2 heures du matin. Direction Mambasa, Beni, Mutwanga. Et c'est la



frontière de l'Ouganda où nous arrivons le 20 janvier dans l'après-midi.

La route me parut longue et dure. Mes prisons et les coups m'avaient épuisé. J'allai passer quinze jours de complet repos au poste de Katwe, dans le parc Elisabeth, sur le lac Edward. Malgré le site de reposante verdure et la fin de mon cauchemar, je ne pouvais trouver la paix. J'avais vu trop d'horreurs. Je pensais à ces sept cents Congolais qui avaient été arrosés de mazout et brûlés vifs. Je songeais à ceux à qui l'on avait coupé les bras et les jambes et enfoncé des bâtons dans leurs plaies béantes, en les obligeant à marcher. Et les colons, les missionnaires, les femmes violées, les officiers massacrés par leurs hommes, les Noirs fidèles torturés avec leurs maîtres. Tant de sang, tant de larmes, tant de haine.

Qu'était devenu le Congo que j'avais tant aimé pendant la douzaine d'années heureuses que j'y avais déjà vécues?

Et puis je regardais l'horizon infini qui rejoignait mon paradis perdu : Bafwakwandji.

Je ne pouvais m'empêcher de murmurer : « Lâche Belgique... Pourquoi nous as-tu abandonnés? »

Qui pourra laver mon pays de cette souillure?

Je n'avais pas pu me battre pour défendre ma plantation. Mais peut-être y avait-il moyen de lutter pour qu'un nouveau Congo connaisse des merveilles comme Bafwakwandji?

Mon domaine perdu allait devenir le symbole de ma lutte. Peut-être un jour retournerai-je au kilomètre 212, entre Stanleyville et Bafwasendé. Là où j'ai été heureux.

La paix de l'Ouganda ne me faisait pas oublier que le Congo vivait toujours en guerre.

## LA SÉCESSION DE TSCHOMBÉ

*Le 22 janvier 1961.*

*Génocide au Kasai.*

*La vérité sur la mort de Lumumba.*

*Arrivée à Elisabethville.*

*Pourquoi pas l'indépendance?*

*Une lettre de Moïse Tschombé au docteur Ralph Bunche.*

*Je deviens Katangais.*

*Un poste d'instructeur militaire.*

*Les premiers mercenaires.*

*Affecté à Albertville.*

*Les Balubas du groupe rebelle.*

*Rendez-vous en pleine brousse rebelle.*

*Arrêté par les « Casques bleus » suédois.*

*Retour à Bruges pour un seul après-midi d'automne.*

Le jour même où je franchissais la frontière de l'Ouganda, fuyant le Congo en feu, un événement dramatique modifiait la situation du pays : la mort de Lumumba.

C'était le 22 janvier 1961.

Ainsi s'achevait le premier acte d'une tragédie sanglante dont je devais peu à peu apprendre les horribles épisodes.

Hanté par son rêve d'un Congo unitaire et socialiste, Lumumba ne pouvait tolérer les tentatives séparatistes. Il avait décidé de faire un exemple et choisit comme victime le Kasai.

Si le leader du M.N.C. avait connu des difficultés politiques à Léopoldville, d'étranges alliés n'avaient pas tardé à lui venir en aide. Un cargo soviétique débarqua à Matadi du matériel de guerre, et une douzaine

d'Iyouchine avaient atterri à Stanleyville, avec un bon nombre de « conseillers ». Lumumba gardait encore des atouts : c'est un homme de sa tribu, un Batetelé, le général Omonolé, chef de la Sûreté, qui contrôle la Province-Orientale que va bientôt agiter Pierre Mulelé tandis que Gaston Soumialot partira dans le Kivu.

Le président du fragile gouvernement congolais ne peut tolérer la rébellion de son ex-ami Albert Kalondji, qui s'est lui-même proclamé « Mulope » (empereur) du Kasai. Souverain vêtu de rutilantes peaux de bête, Kalondji contrôle alors un territoire qui produit 80 % de la production mondiale de diamants...

Le général lumumbiste Victor Lundula organisa trois raids de terreur sur le Kasai. Des soldats ivres de chanvre indien ont massacré par centaines des Balubas désarmés. On comptera plus de trente mille victimes autour de Bakwanga. Le chef de la Sûreté, Omonolé, brandit volontiers une ceinture de mains coupées et lance des proclamations du plus beau style révolutionnaire : « Nous supprimons toute cause de division. L'état d'exception décrété par le premier ministre nous donne pleins pouvoirs. » L'évêque, Mgr Kongolo, est massacré au milieu de ses fidèles.

Lumumba a réveillé les guerres tribales, avec leur cortège d'horreurs ancestrales. Ses guerriers luluas massacrent les civils balubas du Kasai, avec d'affreux raffinements. Les prisonniers sont livrés aux féticheurs qui les soumettent à d'interminables supplices. Partout, dans la fumée des villages brûlés, gisent des cadavres coupés en morceaux. Tout le Kasai sent la chair calcinée.

Sur les conseils de l'abbé Fulbert Youlou, le « Mulope » Kalondji a fait appel, pour endiguer le flot lumumbiste, à quelques soldats étrangers. C'est le capitaine Coste, un Français, ancien des djebels d'Algérie, qui a pris le commandement de l'armée de l'Etat autonome du Sud-Kasai. Il arrive du Bangui où, avec un petit groupe de baroudeurs il exerçait la profession de chasseur de crocodiles...

Lumumba connaît un échec au Kasai. Sur les pistes entre Luluabourg et Bakwanga, surgissent de tous les

villages calcinés les rescapés de la grande tuerie, autant de volontaires pour Kalondji. Ils chantent le refrain des guerriers balubas : « La sagaie une fois prête doit servir à la guerre. »

L'ONU a peu apprécié les massacres du Kasai et devant un demi-million de cadavres noirs commence à parler de génocide. M. H., le Suédois Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations unies est « choqué ». Il est bien temps. Mais le délire de Lumumba n'a plus de limites. Paré d'un calot musulman orné de perles, les pieds nus, en peignoir, il hurle à ses partisans :

— Détruisez tout. Pratiquez la politique de la terre brûlée, Tuez ! Tuez ! Tuez !

Avec ses amis, il jette le masque : le 15 août, Lumumba sollicite l'aide de l'Union soviétique et, le 8 septembre, son adjoint Gizenga demandera l'aide de la Chine populaire.

Mais le « beau Patrice » sera la victime de sa propre folie. Vivant, il est encombrant. Mort, ce sera un martyr pour toute l'Afrique révolutionnaire.

Ses alliés rouges sont prêts à l'abandonner. Ses collègues noirs vont le trahir. Le président Kasavubu qui revient des Nations unies destitue Lumumba le 5 septembre et confie le gouvernement au président du sénat Joseph Iléo. Le leader du M. N. C. refuse de se soumettre. Le Congo possède deux gouvernements à Léopoldville. Le 14 septembre, un ancien sergent de la Force publique, le colonel Mobutu prend le pouvoir.

Patrice Lumumba s'enfuit de la résidence mal surveillée où il couve sa rancœur. Après trois jours de poursuite, il est rattrapé par les gendarmes de Mobutu.

Le gouvernement de Léopoldville traite l'ancien leader du M. N. C. comme un vulgaire colis... Comment s'en débarrasser ? Kasavubu a une idée, géniale et horrible : il va offrir Lumumba au « Mulope » Kalondji dont les sujets ont été massacrés par les troupes lumumbistes.

Un DC 4 des forces congolaises, piloté par un officier belge — qui mourra peu après — s'envole. Lumumba et deux de ses ministres, Okito et M'Polo, sont à bord, fixe-

lés comme des saucissons. Kasavubu rédige un message pour Kalondji :

« Vous envoie paquet, accusez réception. »

Mais le Mulope est bien trop malin pour accepter un si encombrant colis. Il devient gris, signe chez un Noir d'une intense émotion, et ordonne de dérouter l'avion sur... Elisabethville.

Ainsi ce sera Moïse Tschombé qui recevra le cadeau empoisonné du gouvernement central. A l'atterrissage, les deux ministres ont déjà succombé et Lumumba, le foie éclaté, agonise. Pendant tout le trajet, ils ont été frappés par les soldats de l'escorte que Victor Nendaka, chef de la Sécurité de Léopoldville, a choisi parmi des Balubas du Kasai... Ces soldats de la Police militaire avaient l'ordre de les battre à mort mais sans faire usage de leurs armes !

Patrice Lumumba succomba dans une petite baraque du Gasthaus de la Sabena, sur l'aérodrome d'Elisabethville. L'Afrique rouge avait son martyr. Tschombé, mal conseillé par certains, crut bon de camoufler ce crime, dont il n'était pas responsable, en tentative d'évasion.

Tout le Katanga indépendant allait être accusé de l'assassinat de Lumumba.

Il fallait à tout prix abattre la seule province congolaise qui n'avait pas sombré dans le chaos.

Ce fut la décision de Tschombé de proclamer le Katanga indépendant qui devait orienter toute mon aventure africaine après 1961.

Le 5 février, j'avais quitté, avec mes amis Dumont et Fetter, le parc Elisabeth.

Ce n'est pas sans mal que nous sommes parvenus à traverser l'Ouganda. Entre les pannes et les vols, nous y avons perdu presque tout notre matériel roulant.

Hasard de la vie : à Usumbura, je retrouve Plummerel, mon compagnon d'infortune de Stanleyville. Il s'est sorti par miracle de cette aventure et nous évouons les horreurs du camp Ketelé, avec ces hommes noyés dans la cuve. Hélas ! comme tant d'autres personnalités de cette histoire, Plummerel trouvera la mort quelque temps plus tard. Fervent d'équitation il sera désar-



Il avait été à Bruges  
un sous-lieutenant de  
la force publique, un  
jeune idéaliste. Servir.  
Un pays flamand au  
contraire, un garçon  
de 16 ans va grandir  
à la plus rude école.  
(Photo P. Ribeaud.)



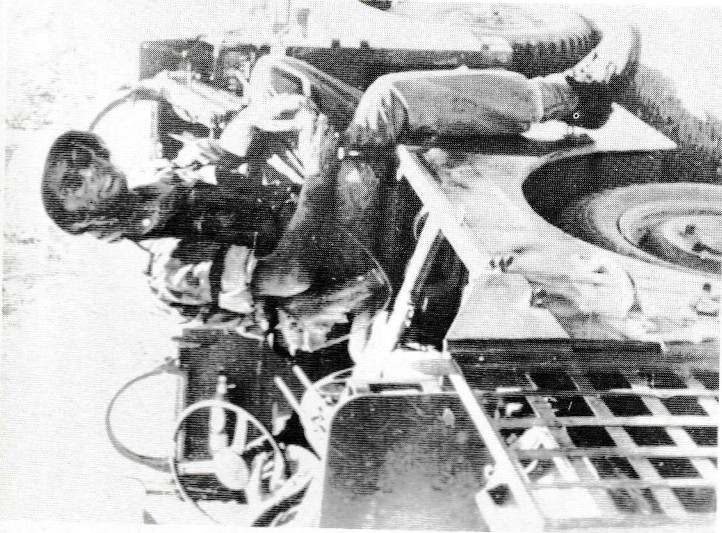


30 juin 1960 : premier jour de l'indépendance. A Léopoldville, qui sera un jour Kinshasa, le roi Baudouin et le président Joseph Kasavubu gravissent, côte à côte, l'escalier d'honneur. Un énergumène volera le sabre du souverain et un général prendra le fauteuil du président. Pendant des mois et des mois, le Congo va subir le chaos le plus confus et le plus sanglant. Patrice Lumumba, porté à dos d'homme, comme un dieu vivant, gagnera après sa fin brutale l'aurole du martyr et deviendra un symbole : celui du Congo unitaire et de l'Afrique rouge. Son adversaire Moïse Tshombé sera, tour à tour, rebelle à Elisabethville, Premier ministre à Léopoldville, proscrit à Madrid, prisonnier à Alger, sans renier l'amitié entre Blancs et Noirs. (Photos : Paul Ribeaud.)

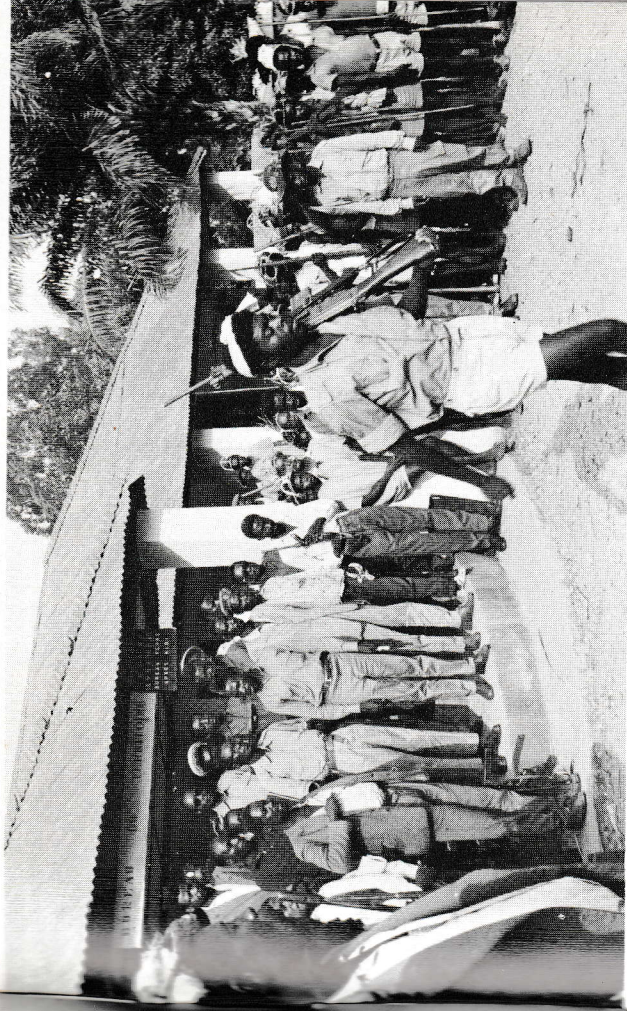




Images accusatrices et inoubliables des premières heures de l'indépendance : les soldats mutinés de la Force publique pillent les casernes, chassent les chefs et sèment partout le désordre et la mort. Les civils, encadrés par les jeunesses du M.N.C., prennent les armes et forment, le long des routes, des groupes de propagande, transformés rapidement en véritables commandos terroristes. (Photos : Paul Ribeaud.)



Dans les premiers mois de l'indépendance katangaise, le Groupe mobile d'Albertville joue un rôle essentiel au maintien de l'ordre dans tout le nord de la province. Pour déjouer les contrôles des Casques bleus de l'O.N.U., pourchassant les « mercenaires » européens, tous les cadres blancs s'enduisent la figure d'un mélange de crème solaire et de papier brûlé... *Ci-contre*, sur sa jeep, Jean Schramme en 1961, dans la région d'Albertville. *Ci-dessous*, une partie de son Groupe mobile, sur la route de Kongolo à Ebombo. (Photos de l'auteur.)



Très vite, les rebelles s'organisent. Sorciers et politiciens distribuent les armes fournies par les pays de l'Est et répandent les slogans marxistes au fond de la brousse. Un seul but : humilier et tuer les Blancs, comme ici à Bukavu. (Photos : Paul Ribeaud.)



comme par un cheval brusquement cabré et perdra la vie dans cet accident stupide.

En Ouganda je croyais l'aventure congolaise définitivement terminée pour moi. J'avais prévenu mes parents de mon évasion. La mort dans l'âme au souvenir de tout ce qui avait disparu dans la tourmente, je leur annonçai mon intention de revenir à Bruges.

Mais, brusquement, je changeai de décision. Était-ce le destin, la volonté de Dieu ? Je ne pouvais plus abandonner l'Afrique. Revenir en Europe m'apparaissait comme une fuite. Ce que faisait Tschombé au Katanga me rendait un espoir.

Dumont ne voulait plus entendre parler de rien, mais Fetter décida de m'accompagner.

Nous partîmes avec deux autres colons des environs de Stanleyville, échappés comme nous au massacre, et un frère de la mission de Bunia.

Nous devions accomplir cinq mille kilomètres à travers le Burundi, le Tanganyika et la Rhodésie du Nord (aujourd'hui Zambie).

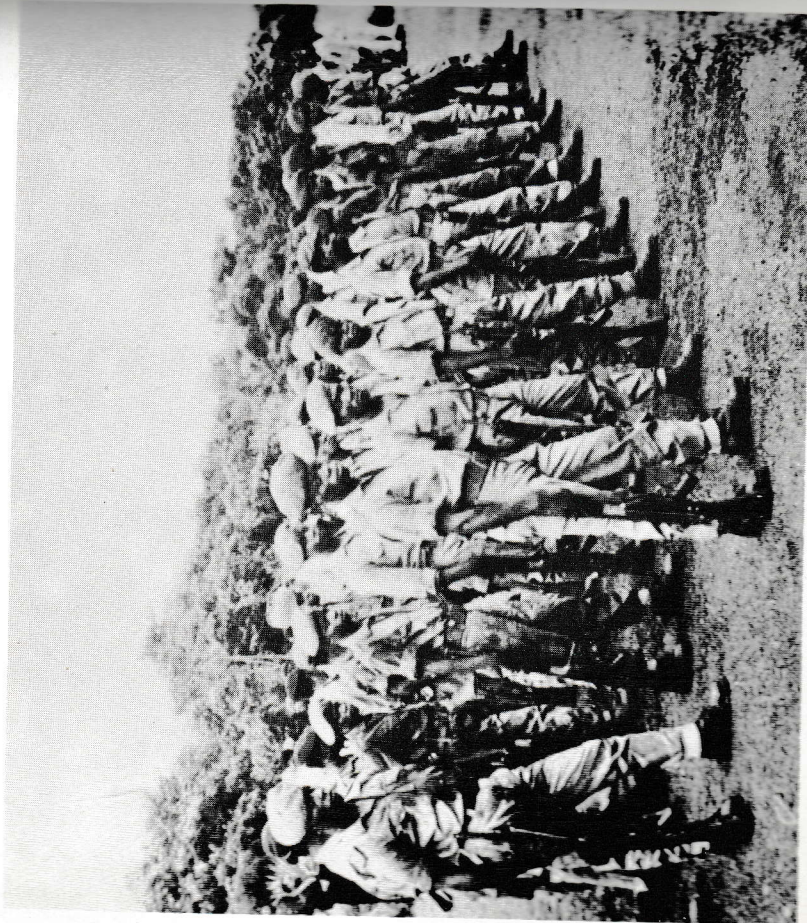
Je ne savais quel serait notre destin. Dans un journal anglais de l'Ouganda nous avions vu les photographies de volontaires blancs qui servaient dans les armées de Kalondji et de Tschombé. Beaucoup portaient de grosses moustaches et des barbes mal taillées. De cette époque date sans doute leur surnom : « les Affreux ».

Nous ne pensions pas rejoindre ces formations et j'imaginai naïvement que je pourrais rester civil, trouver un emploi à l'Union minière ou mieux encore sur une ferme d'élevage.

Les mercenaires nous paraissaient plutôt risibles, avec leur allure de matamores. Nous ne savions rien du rôle d'hommes comme le capitaine Coste au Kasai ou le colonel Faulques au Katanga.

Le 4 février, nous nous trouvions à nouveau au Congo. Mais c'était un Congo bien particulier, très différent de l'univers de cauchemar de Léopoldville ou de Stanleyville. Ici, l'ordre régnait. A Elisabethville, Moïse Tschombé demeurerait encore « le patron ». Incontesté. J'avais décidé de rester Africain. Et pour cela j'allais devenir Katangais.

Un camp isolé, en pleine brousse du Nord-Katanga. C'est là que naquit, au début de l'année 1960, le Commando Kansimba, devenu Bataillon Léopard puis 10<sup>e</sup> Commando. Son insigne (ci-contre) représente un fauve, bondissant depuis le grand lac Tanganyika. *Ci-dessous* : un des plus anciens pelotons du Bataillon le A2, ici rassemblé au camp de Yumbi, dans le Maniéma. (Photos de l'auteur.)



Le Katanga a toujours occupé une place à part au sein du Congo. En 1798, l'explorateur portugais José Lacerda y avait découvert les plus fameux gisements de cuivre du monde. Belges et Anglais devaient, cent ans plus tard, se disputer longuement le territoire aux confins du Congo et de la Rhodésie. Dans ce royaume, dont la richesse se cache sous terre, évolution technique et structure coutumière ont toujours fait bon ménage. En 1915, quand un indigène de la tribu basanga découvrit, à fleur de terre, des dépôts d'une lourde roche jaune, il courut prévenir le prospecteur britannique Sharp :

— *Maali! Maali!* hurlait-il.

Le mot signifie « richesse ». L'aventure de l'uranium commençait, comme avait commencé vingt ans plus tôt celle du cuivre quand le roi M'siri s'associa aux hommes blancs pour traiter la malachite.

La frêle flamme verte de la malachite d'émeraude, célébrée par les sorciers dans les vapeurs de cuivre des premiers fourneaux du roi M'Siri, ressemble étrangement aux torches géantes qui illuminent la nuit le ciel bleu d'Elisabethville.

Ici, au Katanga, il existe une véritable communauté de travail et de paix entre Africains, Noirs et Blancs. C'est cette communauté que voulait sauvegarder Moïse Tschombé, assisté de son adjoint Godefroid Munongo. Ils dirigent le Conakat (confédération des associations katangaises) de tendance autonomiste. Ils pensaient que le Katanga pouvait devenir indépendant du Congo, comme l'étaient depuis 1960 les deux provinces du Ruanda et du Burundi, élevées à l'état de nations.

Tschombé et Munongo ne pouvaient qu'être indignés quand l'ONU soutenait Lumumba et les partisans du Congo socialiste et unitaire. Pour eux, la seule solution se trouvait dans le fédéralisme. La sécession du Katanga ne s'explique que par leur volonté d'éviter à cette province les malheurs qui avaient ensanglanté le reste du pays.

Avec une habileté diabolique, Lumumba avait soutenu le parti adverse du Conakat : le Balubakat qui voulait regrouper les Katangais d'origine baluba. Tandis que le leader de Léopoldville va massacrer les Babulas au

lieux, il va susciter au Katanga leur révolte contre le gouvernement Tschombé. Criminelle volte-face!

Après le 11 juillet, deux semaines après la proclamation de l'indépendance congolaise, Tschombé qui représente au Katanga l'autorité locale, a mobilisé la police militaire, créant ainsi la première formation de la future Gendarmerie katangaise. Six cents hommes de la police territoriale la rejoignent. Les quelques mutins sont désarmés et arrêtés. L'ordre est rétabli. Tschombé estime que le conseil provincial est habilité à se substituer à l'autorité centrale défaillante.

C'est le premier appel à la réunion.

« Allo, Allo, Ici Radio-Katanga. »

Volet la proclamation historique : « Devant les menaces que feraient peser sur nous une plus longue soumission à l'arbitraire et à la volonté communisante du gouvernement central, nous avons décidé de proclamer l'indépendance du Katanga... A tous les habitants du Katanga, sans distinction de race ou de couleur, nous demandons de se grouper autour de nous pour mener notre patrie vers un progrès politique et social. »

Cette sécession, inévitable, a suscité la colère de Lumumba, ce qui est compréhensible, mais aussi l'indignation de l'ONU, ce qui l'est moins. Une campagne de calomnies commence. Elle ne cessera jamais. Tschombé est représenté comme un pantin entre les mains des potentats financiers de l'Union minière et on le surnomme « M. Tiroir-Caisse ».

Le docteur Ralph Bunche, représentant de l'ONU, envoyé au Katanga par M. H., est pourtant bien forcé de reconnaître qu'il a trouvé un pays paisible où administration et population coopèrent dans le travail et dans l'ordre.

Le président Tschombé a confirmé par écrit les propos qu'il tint à ce diplomate, un des rares fonctionnaires de couleur américain :

« Votre organisation, monsieur Bunche, a reçu mission d'intervenir pour repousser un envahisseur, mais vous n'avez aucun pouvoir pour réprimer des troubles internes. Suis-je un envahisseur? Je mets mon pays en état de se protéger de la subversion communiste. Je n'ai



jamais refusé de discuter avec des interlocuteurs sérieux d'une confédération d'Etats indépendants. J'ai même été le premier à la réclamer, mais il me semble que si un Etat de la confédération américaine était infesté par la guerre civile aggravée d'interventions étrangères, l'Etat limitrophe serait habilité à prendre ses dispositions pour se préserver de la contagion. Le Katanga est le moteur de la future nation congolaise, la Ruhr de l'Afrique. Si je laisse s'instaurer le désordre, il n'y a plus d'avenir pour le Congo. M. Lumumba est coupé du peuple qui ne reconnaît que ses chefs traditionnels et qui ne sait pas ce que c'est que ce communisme africain qu'on veut lui imposer. Il faut commencer par donner aux soixante-dix groupes ethniques la conscience qu'ils peuvent devenir une nation. Il ne s'agit pas de politique, d'idéologie, mais de réalités terre à terre : travailler, manger, voilà ce que le peuple congolais attend de ses dirigeants. Il ignore, le peuple, jusqu'au nom des politiciens qui se déchirent à Léo. Un parlement, pour vous, cela représente quelque chose, pour nous, un jour cela représentera quelque chose aussi, c'est même pour cela que je lutte, mais maintenant soyons sérieux. Avec qui voulez-vous que je discute à Léo? Avant quinze jours, il n'y aura plus de légitimité, de parlement, d'institutions, mais la subversion partout et la menace d'une intervention russe ou chinoise. Ici même j'ai saisi des armes tchèques et chinoises. Votre cause est mauvaise, je suis prêt à le redire à M. H. Vous avez été trompé, berné, mieux vaut le reconnaître que de faire une mauvaise affaire. »

Un tel langage ne pouvait que me plaire. Voici un homme d'Etat africain qui tenait enfin des propos de bon sens. J'étais heureux de rejoindre le Katanga et de voir comment je pourrais y servir.

Nous avions passé la frontière sans difficulté et j'avais été frappé par l'allure, souriante mais ferme, des gardes katangais. Ils semblaient très disciplinés.

Arrivé à Elisabethville, je commençai par m'asseoir à une terrasse pour déguster une bonne Simba bien fraîche, cette « bière du Lion » qui fait la gloire du Katanga presque autant que le cuivre.

Un luxe après un autre : j'achetai un paquet de cigarettes Belga...

Le demi d'une main, au milieu d'un léger nuage de fumée, je savourais le plaisir d'être libre, costaud et disponible. La bière et le tabac ne sont-ils pas les premiers plaisirs du militaire? Je me demandais si je n'allais pas devoir reprendre l'uniforme.

J'avais des cousins travaillant à l'Union minière et je me réjouissais de retrouver ma famille au fond de l'Afrique. On les avait prévenus de mon arrivée et je les attendais, confortablement installé à cette terrasse, en compagnie de mes amis de l'Ouganda. Profondément marqués par l'enfer de Stan, nous étions rouges de poussière, les traits creusés, et nos voitures sentaient la tragédie. Les passants nous dévisageaient comme des revenants.

Beaucoup de gens nous entouraient. Je n'avais pas revu mes cousins depuis dix ans et je me demandais si j'allais les reconnaître. Cette voix, soudain :

— Comme cet étranger ressemble à Johanne Schramme...

Je bondis en déclinant mon identité :

— Je suis le frère de Johanne.

Je tombai dans les bras de mes cousins et leur racontai mon odyssee. Très vite, nous parlons de ma future situation.

— Le travail ne doit pas manquer ici?

— Tu sais, ce n'est pas vraiment la paix...

Je fus rapidement convoqué au ministère de l'Intérieur et reçu par Godefroid Munongo. Le bras droit du président Tschombé était un homme racé, fort nationaliste et très intelligent. Il n'avait pas une sympathie excessive pour les Blancs mais se rendait bien compte que leur présence était indispensable dans les premières années du nouvel Etat katangais.

Il m'interrogea longuement sur ce que j'avais vu à Stanleyville et sur mon évocation. Il me parla de ma plantation et me fit minutieusement préciser mes capacités civiles et militaires. Le sachant assez hostile à l'ancienne puissance coloniale, j'évitai de trop parler de mon séjour chez les paras-commandos à Kamina. Mais tout cela n'avait plus d'importance au Katanga. Bien au contraire

Munongo me félicita de mon endurance et alla jusqu'à me dire :

— Merci d'être venu au Katanga. Nous manquons de Blancs, ici.

Ce premier contact était correct mais assez froid. Il m'offrit pourtant d'entrer dans l'armée pour y former des recrues.

— Vous seriez instructeur et non opérationnel.

Ce fut lui qui me parla alors de mon stage à Kamina. Son service de renseignements devait être bien fait, car il connaissait mon grade de sous-lieutenant de réserve dans l'ancienne Force publique.

— Nous avons besoin d'hommes comme vous, lieutenant Schramme.

Je n'avais pas à hésiter :

— J'accepte.

Le ministre Munongo me fit conduire au Quartier Général des Forces katangaises où je fus aussitôt affecté comme instructeur du Groupe mobile, à Albertville.

Je trouvai sans trop de mal un bérêt vert dans le magasin et une heure après mon engagement, j'avais revêtu l'uniforme katangais.

Comme tout nouveau soldat, je perçus un ordre de mission et même ma solde réglementaire. Le policier qui m'avait accompagné dans toutes mes démarches semblait ravi de me voir peu à peu prendre une allure militaire. Il se mit dans un garde-à-vous impeccable et me salua en me souhaitant bonne chance.

Je me sentais revivre. J'étais bien décidé à devenir un bon instructeur et à former des soldats d'élite.

Je n'étais pas le seul « étranger » à servir dans la nouvelle armée katangaise. Peu auparavant quelques Français étaient déjà arrivés à Elisabethville.

Le colonel Trinquier, ancien chef d'Etat-Major du général Massu et commandant en Algérie du 3<sup>e</sup> Régiment de parachutistes coloniaux, avait fait, de la manière la plus régulière qui soit, une demande de mise en congé. M. Messmer, le ministre de la Défense nationale du général de Gaulle, avait accédé à cette demande, en sachant très bien que le colonel désirait partir avec quelques amis au Katanga. Il est fort possible que le gouvernement

français ait vu d'un bon œil s'éloigner des officiers réputés turbulents au moment où la guerre d'Algérie entraînait un tournant politique difficile : le putsch des généraux devait avoir lieu à Alger quelques semaines après mon arrivée au Katanga.

Le colonel Trinquier est un théoricien et un praticien de la guerre subversive, persuadé de mener au Congo le combat commencé en Indochine et poursuivi en Algérie. Pour lui, la lutte contre le communisme international n'a pas cessé et il croit, une fois encore, pouvoir battre l'adversaire sur son propre terrain, celui de la guerre révolutionnaire. Au début de l'année 1961, il s'était joint avec son petit Etat-Major sur l'aérodrome d'Elisabethville.

Il avait obtenu de Tschombé les pleins pouvoirs militaires, ce qui indisposa visiblement les officiers belges déjà sur place, comme le colonel Van de Walle ou le major Weber, conseiller militaire de Tschombé... Et puis Trinquier n'était pas seul. Son adjoint le plus direct apparaissait comme un homme pour le moins voyant. Le colonel Faulques, ancien chef de bataillon au 1<sup>er</sup> Régiment étranger de parachutistes, restait un « seigneur de la guerre », couvert de citations et de blessures. Il avait la réputation d'être aussi bon guerrier que mauvais coureur. C'était un dur, un vrai. Trinquier et Faulques amenaient avec eux quelques-uns des meilleurs chefs des troupes parachutistes, pas fâchés de se tirer du guépier algérien à l'heure où tout allait s'écrouler à l'autre bout de l'Afrique. Ils pouvaient continuer à « barouder » tout en ayant l'approbation tacite du gouvernement français. C'est une chance que n'avaient plus leurs camarades restés dans l'armée, et encore moins ceux qui allaient passer dans la clandestinité de l'O. A. S.

On leur reprochera parfois d'avoir agi avec la bénédiction de l'éminence grise du général de Gaulle pour les questions africaines, Jacques Foccart. Ils ne pouvaient guère faire autrement. Ce qui les intéressait, c'était de se battre. Pour ces hommes la guerre apparaît comme une vocation encore plus que comme un métier.

Les forces « mercenaires » au Katanga ne regroupent guère plus de deux cent cinquante hommes. Parmi eux, un Français, ancien quartier-maître des commandos-marine, va beaucoup faire parler de lui par la suite :

Robert, dit « Bob », Denard. Dès son arrivée au Katanga, il arbore le grade de sous-lieutenant et semble bien décidé à faire carrière...

Très rapidement, le colonel Trinquier ne pourra accepter le climat d'intrigues politiques qui règne à Elisabethville. On l'obligera à abandonner, au début de mars 1961, une partie qu'il juge mal engagée. Il regagnera Paris en laissant au Katanga son Etat-Major et ses hommes.

Tschombé décide de les camoufler dans la jungle. Il trouve que l'on a déjà beaucoup trop parlé des mercenaires.

Pour ma part, je n'étais sans doute pas un mercenaire comme les autres. Au milieu de tous ces soldats de métier ou de fortune, je demeurais un civil. Je n'avais pris les armes que dans l'espoir de revenir un jour sur ma terre. Je n'avais pas le désir de me battre pour m'amuser, mais pour récupérer mon bien. Mon plus beau salaire aurait été de reconquérir ce qu'on m'avait volé, là-bas dans le nord-est du Congo : Bafwakwandji...

Engagé et habillé en quelques instants, je pris aussitôt un avion, chargé de munitions, qui me déposa trois heures plus tard dans ma nouvelle garnison : Albertville, sur les bords du lac Tanganyika. Je fus accueilli par un officier d'active de l'armée belge, le major Jacques. Cet homme capable et dynamique devait avoir dans les trente-cinq ans et ce sera un plaisir d'être commandé par un tel chef. Fetter était toujours avec moi, ainsi que le frère de Bunia engagé lui aussi et qui avait troqué la soutane contre l'uniforme katangais.

Le major Jacques nous précisa tout de suite la situation :  
— Ne vous éloignez pas trop du camp. Nous sommes en pleine zone rebelle.

On nous mit sous le commandement d'un lieutenant rhodésien. Au premier coup d'œil, je vis que j'avais affaire à un fou doublé d'un ivrogne. Il se prétendait officier mais ne s'intéressait qu'à la bouteille et à son revolver. Car ce lieutenant Chalmes faisait des cartons sur n'importe quoi. Il ne parlait pas un mot de français

et d'aucune langue indigène. Tel fut le premier mercenaire que je vis en chair et en os...

Il n'y avait qu'une solution : j'ai pris le commandement à sa place, sur-le-champ. Il n'en parut pas trop surpris et il sembla seulement que ma décision lui donna encore plus soif...

Le major Jacques m'avait dit de me débrouiller comme je l'entendais mais d'être prêt dans un mois.

Au milieu de février 1961, je m'installai en dehors d'Albertville, sur la route de Bendera, en pleine zone rebelle. Le frère prit aussitôt la direction de l'intendance et je m'occupai pour ma part, en priorité, du recrutement. Nous nous trouvions dans une région peuplée de katobas. Au bout de deux ou trois jours, une soixantaine de jeunes gens avaient demandé à servir chez nous. La plupart venait de la région d'Albertville, mais des Noirs originaires d'Elisabethville et de Jadotville se joignirent à eux. Je les voulais le plus jeune possible, de quinze à vingt ans, pas davantage. Je commençai l'instruction — puisque j'étais instructeur et non opérateur...

L'entraînement fut rapidement mené. Exercices, tirs, marches se succédaient à un rythme accéléré. En trois semaines, j'avais formé une troupe disciplinée et entraînée. Elle se composait de soixante Noirs et de dix Blancs. Ces derniers étaient pour la plupart d'anciens colons chassés de Kivu. Pas plus que moi, ils n'étaient soldats de carrière; ils songeaient toujours à leurs plantations. Presque tous sont morts aujourd'hui.

Le moral paraissait excellent, même si les volontaires blancs rêvaient souvent avec nostalgie à tout ce qu'ils avaient perdu.

Notre armement était tout neuf, en provenance directe de Belgique et je disposais d'un parc automobile sérieux : onze jeeps, trois camions, deux camionnettes et même une ambulance. D'un exercice à une opération, il n'y a souvent pas grande différence. Les patrouilles que je décidai très rapidement d'organiser commençaient à singulièrement dépasser le cadre de la simple instruction. Sans mal, nous avons donc nettoyé la zone en effectuant de petites reconnaissances motorisées, dans les environs d'Albertville.

Nous étions supérieurement armés et équipés : deux armes automatiques par jeep et chaque véhicule possédait sa radio. Mon groupe était vraiment un « Groupe mobile ». Les hommes s'habituèrent à des patrouilles de dix ou quinze kilomètres. Ils répétaient fort bien les gestes de l'exercice : mettre pied à terre, se placer en position, reprendre la progression.

Ma troupe devenait solide. J'avais conscience de bien remplir le contrat moral qui me liait au gouvernement katangais en butte aux pires difficultés avec les responsables de l'ONU dont le nouveau représentant à Elisabethville, Conor O'Brien, devait poursuivre Tschombé et ses partisans d'une haine farouche.

C'est le 8 avril 1961 que M. H. désigna expressément les adversaires d'une politique de paix au Congo. Ce professeur d'économie politique, dont les allures d'esthète amusaient tous ses collègues, mit en accusation « les mercenaires du Katanga et du Sud-Kasaï et autres éléments hostiles ».

Quels sont ces éléments hostiles ? Un Norvégien, le colonel Djörn Egge, le précise : « Ces Blancs qui sont nés au Katanga et qui n'ont pas d'autre patrie. » On ne peut plus sûrement acculer toute une population au désespoir. Les troupes de l'ONU veulent les chasser de ce pays ou les abattre, avec la conscience tranquille. Le même colonel Egge a établi la liste des « éléments fascistes ». Tous les employés de l'Union minière y figurent. Quant à nous qui résistons, les armes à la main, nous sommes des « Affreux », doublement « fascistes » sans doute...

C'est sur la route de Bendersa, au kilomètre 18, que mon Groupe mobile est tombé sur la première embuscade rebelle.

Ils étaient mille ou deux mille peut-être, armés de vieux fusils « pou-pou », de haches ou de chaînes de vélo. Un arbre se trouvait en travers de la route et ils se tenaient derrière, manifestement drogués.

Couvert par une arme automatique, je me précipitai vers cet obstacle, suivi par le chauffeur de ma jeep. Les rebelles balubas disparurent dans la brousse, sauf un

homme qui restait en arrière. Va-t-il tirer ? Non, il crie. Mon chauffeur le comprend. Il lui répond. Les deux hommes sont de la même tribu... J'essaye de faire cesser cette bagarre inutile. Le rebelle parle et me donne rendez-vous deux jours plus tard, au même endroit.

Je n'étais pas fâché de prendre contact avec ces Balubas, entraînés dans une rébellion à laquelle ils ne pouvaient rien comprendre.

Deux jours plus tard, je me retrouve au même point kilométrique. L'arbre a été déplacé, le barrage est ouvert. Au bout de 20 kilomètres, nous tombons sur un autre barrage.

Nous sommes entourés de villageois armés, mais ils ne nous menacent pas. Je parle, le plus possible. Ils semblent me comprendre. Je demande à voir leur chef. Il se trouve du côté de Niemba, à 80 kilomètres de là. Mais la piste n'est pas carrossable. De toute façon, ils ne veulent pas ouvrir le barrage.

Tandis que mes troupes bivouaquent, je pars à pied, tout avec mon chauffeur, à travers la forêt. Nous avons l'un et l'autre pour toute arme notre fusil Fal.

J'avais confiance et nous avançons sans aucune crainte.

Nous avons marché 30 à 40 kilomètres chaque jour. Les indigènes qui nous entouraient restaient très calmes. Mon chauffeur parlait avec eux.

— Le grand chef Kiluba veut te voir.

Moi aussi, je voulais le voir.

Le troisième jour, il est venu à notre rencontre. Il était drapé dans une grande pièce de tissu, fabriqué en écorce d'arbre, et gardait la tête nue. Seul ornement, un collier.

Ses guerriers, des Balubas, vêtus d'un simple pagne, l'entouraient.

Le chef Kiluba m'assura que lui et ses hommes voulaient la paix, mais les autres ne voulaient pas les écouter tant qu'ils n'auraient pas rencontré Tschombé ou Munongo.

Je promis d'organiser une rencontre et le chef me confia son fils en otage. C'était un garçon de treize ou quatorze ans qui se nommait Paul. En échange, je lui ai donné mon chauffeur...